

*Tarif des douanes*

● (1640)

**M. McDermid:** Êtes-vous en faveur de cette mesure?

**M. Deans:** En faveur de quoi?

**M. McDermid:** De la mesure que nous étudions actuellement?

**M. Deans:** Bien sûr que non. On dirait que le gouvernement actuel se précipite dans les bras du gouvernement américain pour établir entre nos deux pays un libre-échange qui détruira inévitablement notre base industrielle. Et les États-Unis en profitent pour protéger la leur. Il est grand temps que les députés du caucus conservateurs se dessillent les yeux. Nous ne pouvons modifier notre infrastructure industrielle sans savoir préalablement ce que comptent faire les États-Unis pour se protéger. S'il existe des députés qui doutent que les États-Unis songent à imposer des quotas sur les importations ou d'autres barrières non tarifaires pour remplacer celles qui existent actuellement dans certains grands secteurs, je les engage à se rendre à Washington pour entendre leurs homologues du Congrès.

**M. McDermid:** Nous savons ce qu'ils disent.

**M. Deans:** Je prends note des propos de mon collègue. Si c'est bien le cas, il ne va pas tarder à intervenir pour confirmer ce que j'ai dit. Le moment se prête mal pour supprimer les tarifs. Nous n'aurions pas dû nous laisser entraîner dans ces négociations. Nous n'aurions pas dû faire des gestes sans en mesurer soigneusement les conséquences. Mais c'est malheureusement ce que nous avons fait. C'est ce que je m'efforce de leur faire entrer dans le crâne, à cette bande disparate de députés conservateurs de l'arrière-ban, mais la plupart d'entre eux ne m'écoutent pas.

**M. McDermid:** Un seul d'entre eux présente plus de qualités que tous les néo-démocrates réunis.

**M. Deans:** Je suppose que le député parle de lui.

**M. McDermid:** Non, je parle d'un collègue qui se trouve à ma gauche.

**M. Deans:** Je l'espère. Nous nous opposons à cette mesure sous sa forme actuelle en raison de l'incertitude qui règne au sujet de ce qui va se passer dans les dix prochains mois ou d'ici un an et demi. Dans moins d'un an, et peut-être dans moins de six mois, nous verrons le Congrès américain prendre des mesures qui auront une incidence néfaste sur notre industrie du bois d'œuvre. Nous serons témoins d'une initiative qui nuira à notre industrie sidérurgique. Le Congrès américain prendra des mesures qui auront une incidence néfaste sur l'agriculture dans notre pays et ce, de diverses façons. En même temps, nous prenons des mesures pour faciliter aux produits américains l'accès à nos marchés. C'est vraiment faire preuve de naïveté, quoi qu'en pense le député de Bow River. Si ce n'est pas une politique rétrograde, qu'est-ce donc? Quelqu'un à la Chambre pourrait-il m'expliquer pourquoi il nous faut prendre ces mesures à l'heure actuelle. Je ne parle pas simplement de ces mesures, qui ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport à tout ce qui va se décider à la table des négociations entre le premier ministre (M. Mulroney), son ministre chargé du Commerce extérieur (M. Kelleher) et le gouvernement américain. Nous assistons à un bradage et le gouvernement, de façon

presque déplacée, semble croire que si nous vendons jusqu'à la moindre de nos possessions, nous ne nous en porterons que mieux. Je ne comprends pas la logique de cet argument. Je ne comprends pas ce qui a incité le gouvernement à en arriver à ces décisions. Je ne comprends pas pourquoi nous avons décidé de réduire les droits de douane avant même que ne débutent les entretiens au sujet de justes dispositions commerciales. Je ne comprends pas pourquoi nous n'avons pas refusé de faire d'autres compromis avant de connaître exactement la position de négociation globale des États-Unis.

Je le répète, au cours de la fin de semaine et si l'on remonte à plusieurs années en arrière, lorsque nous discutons de l'incidence des mesures que le gouvernement américain est sur le point de prendre, nous ne pouvons pas nous empêcher de conclure qu'un pays de cette importance, qui entame des négociations de cet ordre, doit avoir à sa disposition tous les moyens possibles pour se protéger à l'avance. Nous devons disposer de tous les moyens de protection possibles pour éviter de nous faire écraser en cours de route en raison de la position de négociation et de l'écrasante puissance économique de ce pays.

Ce n'est pas à moi d'affirmer s'il est possible ou non d'élaborer une entente dans certains secteurs. Je dois avouer franchement que je n'ai pas la réponse à cette question. Je ne sais pas s'il est possible d'élaborer certains accords par secteur, mais je ne pense pas que nous puissions nous rendre à la table des négociations avec toute la force dont nous avons besoin si, avant même le début de celles-ci, nous avons déjà pris des mesures pour supprimer en grande partie la maigre, mais non moins importante protection tarifaire actuellement en vigueur. Voilà en gros ce qu'il en est. Si nous voulons négocier au cours des deux prochaines années et si, au cours de ces négociations, nous voulons formuler des accords avec les États-Unis, il faut qu'il y ait des concessions. Si nous avons déjà tout donné avant même le début des entretiens, nous nous trouverons dans une impasse. D'après les réunions qui ont eu lieu au cours de la dernière fin de semaine et en remontant trois années en arrière, je peux dire à la Chambre que les États-Unis sont déterminés à tirer au maximum la couverture à eux.

Je soutiens à mes collègues, à ceux qui se donnent la peine de m'écouter, que nous ne devrions pas adopter cette mesure tout de suite. Nous devons disposer au moins de certains moyens de les menacer de représailles—et je n'aime pas ce terme qui n'est même pas le terme juste—ou de certains moyens de soulager la douleur, au cas où ils feraient ce que je crois comprendre ils sont sur le point de faire, c'est-à-dire protéger les leurs au détriment des nôtres. Ce n'est pas être anti-Américain que de soutenir que ce qu'ils font, ils le font pour leur plus grand intérêt. Ils ne nous accordent pas un atome de considération dans le processus dans lequel ils se sont engagés. Il n'y a personne au Congrès des États-Unis qui intervienne en notre faveur dans ces négociations. Par conséquent, avant de renoncer au peu de protection qui nous reste, il est préférable d'attendre que les négociations aient commencé. Nous devrions attendre de savoir ce qu'ils veulent. Alors seulement pourrions-nous commencer à parler de réduire les droits tarifaires, si cela est nécessaire et mutuellement avantageux, à un niveau tel qu'ils ne soient plus une barrière tarifaire.